

Retraites, Sécurité Sociale

Halte au Racket

Elu dans une période de profonde déception et exaspération des catégories sociales les plus modestes à l'égard des partis politiques de gauche et de leurs représentants, Nicolas Sarkozy nouveau locataire de l'Elysée s'appuie sur le désarroi politique et social ambiant pour détruire l'ensemble des conquêtes démocratiques et sociales du peuple et accéder à la volonté du Medef.

Cette offensive ne doit rien au hasard, elle réside dans la volonté de revanche du patronat français et de la bourgeoisie de détruire tout ce qui a permis grâce à la mobilisation populaire d'élever le niveau social, démocratique et culturel de la France.

Deux récentes déclarations témoignent de cet acharnement :

- Denis Kessler (PDG du groupe SCOR adjoint de Laurence Parisot au Medef) déclare dans le journal Challenge du 4 octobre « Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance. »
- Nicolas Sarkozy déclare de son côté « Il faut débarrasser la France de l'esprit de 1968. »

Ce que le grand patronat et une grande partie de la bourgeoisie française, enlisés dans la collaboration avec l'occupant nazi durant la seconde guerre mondiale, n'avaient pu empêcher d'être mis en place à la libération devient envisageable avec Sarkozy, Fillon, Parisot.

Ainsi les statuts, ce qu'il reste des nationalisations, l'ensemble du système de protection sanitaire et sociale, les droits et libertés sont au centre du projet de refondation sociale des libéraux de tout horizon.

S'attaquer dès le début de l'été au droit de grève avant de lancer leur contre-offensive contre le social est révélateur de leur intention de bâillonner le monde du travail mais aussi de leur peur du mouvement populaire.

Après ce coup de force dans un pays dit démocratique, le gouvernement en place octroie 7 milliards aux grandes fortunes avec le bouclier fiscal.

Vient ensuite l'annonce de préparatifs de guerre avec l'Iran pour mettre sous pression le peuple sans s'opposer résolument à la guerre. Cette annonce, largement relayée par un ministre PS (Kouchner) roulant maintenant de manière officielle pour la droite tout comme son ami président du FMI (DSK) qui empochera mensuellement 320 fois la rémunération d'un salarié au SMIC, confirme les vellétés de va-t-en-guerre de ceux qui ont soutenu hier la guerre en Irak ou au Kosovo. Pas surprenant que le peuple ne se reconnaisse pas dans ces représentants, qui après avoir été élus à la direction du Pays depuis 1981, ont choisi le camp des patrons et des plus fortunés en se parant du label de gauche pour réaliser leurs ambitions personnelles au mépris des valeurs et d'une réelle éthique politique.

Relayant des thèses du gouvernement vichyste concernant l'immigration avec les quotas et le fichage génétique la droite Sarkozienne accède aux vieilles exigences de l'extrême droite.

Après la série noire des privatisations du gouvernement Jospin (France Télécom, Air France...) c'est au tour de GDF et des universités d'être livrés à la concurrence et aux marchés.

Le code du travail est en passe d'être littéralement détruit dans ce qu'il permet de garantir en matière de protection minimale pour les salariés pour mieux faciliter demain le sabotage des conventions collectives et des accords d'entreprises.

Les Services Publics, toujours au nom de la réduction des dépenses publiques, sont l'objet d'un vaste projet de réorganisation et de casse (Equipement, Trésor, Impôts, Hôpitaux publics, Justice, Police, Education Nationale, Postes, Sncf, Afp) pour encore moins de réponse aux usagers,

de nouvelles pressions sur le pouvoir d'achat des familles et des situations aggravées pour les personnels.

Le grenelle de l'environnement qui accouche d'une souris confirme le discours démagogique et populiste de nos gouvernants qui, dans le même temps qu'ils occupent les médias pour culpabiliser les citoyens sur leurs comportements, s'attaquent à la SNCF en transférant une part importante du transport des marchandises sur la route. Décision applaudie par les grands groupes de transport routier.

A cela s'ajoute la chute continue du pouvoir d'achat des actifs et des retraités, de énièmes dispositions d'allègements de cotisations pour les patrons, le scandale des ponctions dans le porte monnaie des familles avec les franchises médicales et l'ouverture d'un nouveau marché de dupe avec le travailler plus pour gagner quoi ?.

Au cœur du projet capitaliste en marche est visé le prix du travail qu'il faut par tout les moyens faire baisser pour augmenter les profits, élever les gains des actionnaires, de tout ceux qui vivent de la spéculation et de l'exploitation du travail salarié.

Voilà pourquoi il faudrait augmenter la durée hebdomadaire du travail, allonger le nombre d'années de travail et de cotisations pour la retraite et permettre de désengager le patronat de ses responsabilités.

La campagne idéologique dirigée contre les régimes spéciaux porte la remise en cause de tout l'édifice de la protection sanitaire et sociale français bâti sur et pour la solidarité.

En ciblant les salariés couverts par les régimes spéciaux gouvernement et medef rassemblés misent sur la division pour mettre fin à la solidarité et tirer ensuite vers le bas l'ensemble des salariés.

Jamais aucun gouvernement depuis 1945 n'avait osé mener une telle offensive contre un système qui a apporté la preuve de son efficacité et permis à des millions d'êtres humains de se protéger contre les aléas de la vie.

Pourquoi un tel acharnement et autant de mensonges ?

Unique en Europe et dans le monde le système de protection sanitaire et sociale français est assis

pour son financement sur le salaire avec la partie socialisé de celui ci.

La partie du salaire socialisé ou différé (différence entre la partie brut et net du salaire) finance la solidarité dans un cadre clairement défini fixant des droits communs pour tous.

C'est ce système solidaire que le medef entend faire disparaître pour parvenir à la baisse du prix du travail et passer la protection sociale à la marchandisation. Le salaire différé ou socialisé que le patronat appelle charges est en réalité la partie de salaire qui est versée à la Sécu, aux Assedic et aux caisses de retraites que le salarié et sa famille retrouvera plus tard sous la forme de remboursement Sécu, indemnités chômage et retraite.

Ce système basé sur la solidarité : les actifs payent aujourd'hui pour se protéger contre la maladie, garantir leur vieillesse au moment de leur départ à la retraite, et cela quels que soient leur situation, leur revenu, leur état de santé à la différence avec le leur des systèmes individualisés par capitalisation, dans lesquels le reversement est proportionnel a ce qui a été épargné sans qu'il existe d'âge limite de départ en retraite...

Dans les systèmes par capitalisation l'argent épargné est placé dans le circuit financier pour être restitué quand le salarié part en inactivité professionnelle sauf si les cracks bousiers et autre malversation capitaliste n'ont vidé les caisses faisant des plus fragiles des clochards (c'est le système en cours aux Etats-Unis où des personnes âgées ayant travaillé toute leur vie se retrouvent à mendier dans la rue ou à effectuer des petits boulots jusqu'à plus de 80 ans...)

L'objectif de couvrir à 100 % la maladie, de faire jouer un autre rôle à la mutualité, de couvrir le handicap, les accidents du travail, la famille et la vieillesse dans le cadre de la retraite, était le but assigné à la création de la sécurité sociale qui devait dans le cadre d'une cinquième branche prendre en charge le risque chômage.

Dès la création de la sécurité sociale et des régimes de retraite, dans un pays ruiné par la guerre, l'occupation et la barbarie nazie, la solidarité a pu être mise en œuvre pour protéger les victimes de la maladie, des accidents du travail, verser des retraites à des salariés qui n'avaient encore jamais cotisé et aujourd'hui, les détracteurs de la solidarité osent prétendre que ce ne serait plus possible ... !

Depuis plus de 60 ans, cette immense conquête qu'est la sécurité sociale contre laquelle le patronat pour ses responsabilités dans la collaboration avec l'occupant nazi n'avait pu s'opposer à la mise en place, a été l'objet de nombreuses tentatives de remises en cause et d'attaques, qui se sont heurtées à la mobilisation populaire.

Pour justifier idéologiquement les politiques de régression, patronat et gouvernements se sont évertués à présenter les pires scénarii (trou de la sécu, des retraites...) et avec à chaque fois la tentative de montrer du doigt des boucs émissaires.

Aujourd'hui, ce sont les salariés de la SNCF, d'EDF GDF, hier les fonctionnaires mais jamais les patrons !

Le gouvernement Fillon aux ordres de Sarkozy, a décidé de commencer son œuvre en la matière en s'attaquant aux régimes spéciaux des salariés pour procéder demain à un allongement généralisé de cotisation comme d'autres l'ont fait en Europe passant cette durée à 43 ans ½.

Derrière cette opération qui précèdera une nouvelle réforme de la sécu, ce qui est en jeu, c'est la fin de la solidarité pour permettre aux banques, aux assurances de s'emparer des masses financières de la protection sociale pour les passer à la marchandisation.

Transférer les 402 milliards d'euros que représentent les régimes obligatoires (en 2006) pour un budget de l'Etat qui n'est que de 342 milliards d'euros serait une véritable aubaine pour le capital.

Sortir ces masses financières de la solidarité pour ouvrir un nouveau marché en permettant le désengagement des entreprises et en leur offrant l'opportunité de faire baisser les salaires et en finir avec cette vitrine sociale française qui a nourri de nombreuses mobilisations sociales dans d'autres pays, voilà ce qui est au cœur du combat politique et social de la période.

Jamais dans l'histoire aucune remise en cause touchant une partie du salariat n'a permis aux autres d'élever leur niveau social, c'est toujours l'inverse qui a guidé ceux qui ont porté la régression.

Gouvernements et patronat ont menti depuis plusieurs années pour arriver à leur fin.

La preuve :

- la vignette pour les « vieux »,
- les taxes sur les tabacs et les alcools ne sont jamais allées dans les caisses de protections sociales,
- la CSG et le RDS devaient tout résoudre.

Les réformes de 1993 et 2003 devaient régler les problèmes de financement des retraites. Elles ont lourdement pénalisé l'ensemble des salariés sans apporter de solution confirmant que ceux qui se sont battus contre ces dispositifs avaient raison.

Ainsi les différents dispositifs d'allègements de cotisations sociales concédés au Patronat ont permis de détourner 160 milliards d'Euros des recettes de la protection sociale.

Le mode de rémunération du Patronat par stocks-options exonérée de cotisations sociales représente 25 milliards d'euros en moins dans les mêmes caisses (chiffres de la cour des comptes). Les exonérations de cotisations retraite sur l'épargne salariale représente une perte de 2,5 milliards d'euros.

L'ensemble des retraites est menacé par les régimes spéciaux : c'est faux !

Il existe 124 régimes spéciaux qui ont eu des raisons historiques d'exister.

109 sont en voie d'extinction du fait de la disparition des professions (mineurs.)

Il y a des régimes spéciaux de salariés et de travailleurs indépendants.

Ce sont le régime général et les régimes spéciaux des salariés qui compensent les déficits des caisses de régimes non salariés (exploitants agricoles, artisans, cultes...) qui depuis des années sont déficitaires.

Les régimes spécifiques des salariés ne représentent que 2% des actifs pour 5% des retraités pour des couvertures qui sont loin d'être celles de privilégiés comme on veut nous le faire croire : 62% des cheminots ont moins de 1500 euros brut pour une carrière pleine et entière.

Le système actuel offre aux salariés la possibilité de prendre leur retraite à partir de 60 ans pour les uns et 37,5 pour les autres du fait des précédentes

mesures qui ont conduit à l'allongement de la durée de cotisation

Le scandale c'est le détournement des cotisations sociales, 160 milliards d'euros cumulés, ce sont également les politiques de bas salaire, d'emploi au rabais, les dettes du patronat et de l'état à la sécu et aux régimes de retraites.

Si Sarkozy prenait sa retraite, le régime spécial des élus lui permettrait de percevoir du fait des différents mandats qu'il a occupé : 23250 € par mois sans tenir compte de l'odieuse augmentation qu'il s'est attribuée et cela sans avoir cotisé 40 ans.

Un député touche 1548 € de retraite pour 5 ans de mandat, qui se cumulent tous les 5 ans. Ces régimes là ne sont pas visés mais ceux des salariés oui.

Que faire face à cette déferlante contre les retraites et la sécu ?

Quand années après années le patronat avec la complicité ou bienveillance des gouvernements a puisé dans les fonds publics pour licencier restructurer se désengager du financement de la protection sociale par le biais des dispositifs d'exonérations.

Celui-ci après avoir contesté quasi systématiquement les accidents du travail et maladies professionnelles, après avoir aggravé la pénibilité du travail, transfère aujourd'hui ses responsabilités sur le l'assurance maladie.

**IL EST VRAIEMENT TEMPS DE
FAIRE DU NEUF POUR FAIRE
PAYER CEUX QUI ONT PROFITE
DU SYSTEME !**

Comme dans d'autres périodes durant lesquelles le peuple à su se rassembler pour surmonter ses divisions, nous communistes de l'appel des 41 pensons que les valeurs et ambitions du conseil national de la résistance doivent retrouver toutes leur signification et jeunesse dans cette société qui ne fonctionne que pour les profits

Dans la France d'aujourd'hui, il est faux de prétendre que les recettes de la protection sociale vont être mises à mal par la démographie.

Nous ne sommes pas dans un pays qui manque de main d'œuvre et qui ne peut pas faire appel à de la

main d'œuvre pour produire, rechercher. Ce qui a été possible en 1945 est encore plus à notre portée maintenant à condition de s'attaquer aux vraies causes de l'insuffisance de recettes.

Augmenter les salaires, transformer immédiatement les emplois précaires en emplois stables, ce serait apporter de vraies réponses durables pour les recettes de la sécu et des retraites.

Créer 100 000 emplois, c'est apporter 1 milliard d'euros en plus pour la protection sociale ; il est urgent de réviser les politiques d'exonérations de cotisations aux patrons à tous ceux qui pillent les deniers des contribuables au travers des dispositifs d'aides pour nourrir leurs profits.

Les gains de productivité réalisés depuis la mise en place des retraites et de la sécu doivent être pris en compte dans la contribution du patronat à la solidarité.

Ensemble au delà des différences d'opinions d'engagement et de sensibilités politiques, syndicales philosophiques ou religieuses, l'heure est au rassemblement à l'unité pour nous réapproprier ce qui nous appartient. L'égalité ne suppose pas l'alignement sur le bas bien au contraire. Relever le montant des retraites et pensions est urgent et nécessaire, revenir à 37,5 années pour tous en prenant en compte la pénibilité du travail pour offrir la possibilité de partir à 55ans pour celles et ceux concernés par les travaux pénibles. Prendre en compte les années d'étude et de précarité dans le calcul de la retraite sont des exigences qu'il faut porter dès maintenant.

Ensemble, entrons dans l'action en participant aux luttes sociales annoncées en novembre, ensemble débattons pour redonner du sens et de la portée à la politique pour placer l'humain au centre de tous les choix et décisions.

Les communistes de l'appel des 41 vous invite à échanger autour du thème : « Quel avenir pour la protection sanitaire et sociale ? »
Samedi 17 novembre 2007 à 15 h salle Dupré à Blois quartier vienne à l'occasion d'une rencontre débat durant laquelle interviendront des militants des associations Rouge Vif Ile de France, Communistes Unitaires du Loiret, des syndicalistes cheminots, des organismes de sécurité sociale au coté d' un économiste.